

POLITIQUE

BRUXELLES

“Défi ne va pas brader SON PROGRAMME”

▶ Alors que le blocage politique persiste, Défi renvoie dos à dos MR et CDH

▶ “On a parfois l'impression que le MR bruxellois vit au XIX^e siècle. Ils vont à la plénière du Parlement le vendredi comme s'ils avaient piscine. Or le travail parlementaire, c'est plus que cela et cela passe notamment par aller en commission. Les députés libéraux bruxellois ne sont clairement pas les plus assidus. En proposant de former une courte majorité à Bruxelles avec leur nombre de députés présents, le MR bruxellois joue un jeu dangereux”, lâche le chef de groupe Défi au Parlement bruxellois Emmanuel De Bock. Alors que le CDH et le MR poussent Défi à former avec eux de nouvelles majorités à la Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région

bruxelloise, le parti amarante refuse de se faire mettre la pression par qui que ce soit.

DEPUIS QUE le président du CDH Benoît Lutgen appelait en juin dernier à éjecter le PS dans les gouvernements des entités fédérées, seule la Wallonie a été dotée d'une nouvelle majorité sans les socialistes,

CDH et MR trouvant un accord fin juillet. Les coalitions en place à la Fédération Wallonie-Bruxelles (PS-CDH) et en Région bruxelloise (PS-Défi-CDH) sont toujours en place.

Malgré les récentes sorties médiatiques du CDH contre le PS, aucun de ses ministres n'a pour l'instant démissionné.

Depuis le début de la crise, tous les regards sont tournés vers Défi, celui-ci s'avérant mathématiquement indispensable pour de nouvelles coalitions sans le PS. Alors que le président du MR Olivier Chastel a appelé vendredi CDH et Défi à “prendre leurs responsabilités en se mettant à la table pour négocier avec lui dans l'intérêt des francophones”, le parti amarante promet de venir dans les jours à venir avec une solution pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais reste hostile à un changement de coalition en Région bruxelloise.

“Défi n'est pas responsable de la crise actuelle et, contrairement à certains, se montre responsable. Chastel explique qu'il n'est demandeur de rien ? Nous non plus ! On ne revendique rien et on respecte l'accord de gouvernement à Bruxelles. Je rappelle que le CDH ne voulait pas de nous à la Fédération en 2014 et

soudainement, il nous appelle et on devrait courber l'échine et brader notre programme ? Défi n'a aucune pression. Que je sache, c'est le CDH qui a foutu le bordel dans ce pays, pas nous !”, lâche le ministre bruxellois de l'Économie Didier Gosuin (Défi).

Que ce soit le ministre et le chef de groupe, chacun est très clair : un changement de majorité en Région bruxelloise ne semble pas à l'ordre du jour. Le scénario du statu quo jusqu'en 2019 dans la capitale, PS-Défi-CDH du côté francophone et Open VLD-SPA et CD&V du côté néerlandophone, gagne en crédibilité. “Si le MR et le CDH veulent faire une majorité ric-rac en Wallonie, c'est leur problème, mais cela ne me semble pas très raisonnable à Bruxelles”, insiste Didier Gosuin. “Du point de vue de la bonne gouvernance, ils veulent remplacer le PS mais continuer à faire ce qu'ils lui reprochent”, estime Emmanuel De Bock.

Du côté de la Communauté française où les trois députés Défi sont indispensables au MR et au CDH pour former une majorité alternative, le parti amarante ne ferme en revanche aucune porte. Les propositions d'Olivier Maingain devraient atterrir, dans les prochains jours, chez les humanistes et les libéraux.

Julien Thomas